Entre collaboration et contrepouvoir : les syndicats enseignants et l'État (1945-1968)

Between collaboration and counter-power. The teaching unions and the state (1945-1968)

Laurent Frajerman

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2795>

DOI : 10.4000/histoire-education.2795

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 73-91

ISBN : 978-2-84788-649-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Laurent Frajerman, « Entre collaboration et contrepouvoir : les syndicats enseignants et l'État (1945-1968) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 140-141 | 2014, mis en ligne le 31 août 2016, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2795> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2795>

Entre collaboration et contrepouvoir : les syndicats enseignants et l'État (1945-1968)

Laurent Frajerman

De nombreux discours dénonciateurs assurent que, lors de la seconde moitié du XX^e siècle, le pouvoir, au ministère de l'Éducation nationale, est « passé, en partie ou même en quasi-totalité, aux mains d'organisations syndicales monopolistiques. [...] Devenus à leur tour des administrations hyper-bureaucratisées, incapables d'ouverture d'esprit, ces syndicats ont figé le système éducatif français et ont précipité sa dégradation »¹. Quelle part de vérité recèlent ces critiques ? Leur cible, la puissante Fédération de l'Éducation nationale (FEN) regroupe le Syndicat national des instituteurs (SNI), de multiples petits syndicats et le Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES). Entre 1945 et 1968, ces syndicats sont tous majoritaires, voire hégémoniques, dans la profession qu'ils structurent, et leurs cultures ne s'accordent que partiellement au sein de la fédération². Les syndicats enseignants, pourvus d'un quasi-monopole de représentation des intérêts de chaque profession, participent alors partout en Europe au processus décisionnel du système éducatif³. Cette situation est acceptée par la plupart des syndiqués et contribue à l'emprise des organisations sur le milieu enseignant.

1 François Froment-Meurice, « Le pouvoir syndical dans la fonction publique : traditions solides et changement fragile », *Pouvoirs*, n°26, 1983, p. 75-76.

2 Laurent Frajerman, *Les frères ennemis. La Fédération de l'Éducation nationale et son courant unitaire sous la IV^e République*, Paris, Syllepse, 2014.

3 Laurent Frajerman, André Robert, Michel Lemosse, Jeffrey Tyssens, Dieter Wunder, « Les syndicalismes enseignants devant l'évolution des systèmes éducatifs européens et des identités professionnelles. Allemagne de l'Ouest, Angleterre, Belgique, France, 1960-1985 », in Patrick Pasture, Michel Pigenet, Jean-Louis Robert (dir.), *L'apogée des syndicalismes en Europe occidentale. 1960-1985*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, p. 51-80 (citation p. 72).

Spécificité française cependant : la relation à l'État. Les enseignants du secteur public sont des fonctionnaires. Or, comme le signale Karl Marx, « la bureaucratie présuppose les corporations, à tout le moins l'esprit corporatif »⁴. Ainsi, le XIX^e siècle connaît deux mouvements parallèles impulsés par l'État : « on ne peut comprendre le sens et la singularité de la centralisation de l'école française si on ne saisit pas qu'il s'agissait de mettre en place non seulement une administration publique mais une corporation publique »⁵. L'État central magnifie le rôle des enseignants. Les instituteurs sont chargés de socialiser les enfants et d'ancrer la République dans les consciences. Le corps enseignant secondaire a lui été rattaché par Napoléon à la tradition universitaire. « C'est une institution verticale, autoritaire, contrôlée par l'État » mais dans laquelle l'appartenance au corps confère « des avantages et garanties disciplinaires »⁶. Un véritable État enseignant se met en place, incarné par le recteur d'académie, universitaire qui s'est largement emparé des prérogatives des préfets dans ce domaine.

Il n'était pas écrit que les enseignants s'approprieraient les rôles qui leur avaient été assignés en développant une idéologie étatiste. Quand, à l'occasion de la création des écoles normales d'institutrices, Jules Ferry proclame devant les députés qu'il « s'agit de faire un corps enseignant »⁷, il ne perçoit pas alors que celui-ci va renforcer l'action corporative. La conscience de corps manifestée par les enseignants s'inscrit dans la relation duale qu'ils entretiennent avec l'État. À la fois particulièrement *revendicatifs* (songeons à leur propension à participer aux grèves⁸) et particulièrement *loyaux* envers leur employeur, ils répugnent à l'appeler ainsi tant ils l'investissent d'une mission plus élevée. Ils le défendent tout en constituant un corps intermédiaire.

Au XX^e siècle, les enseignants secouent l'autoritarisme de l'État en construisant des organisations autonomes, ce qui ne les empêche pas de préférer la tutelle lointaine du ministère à celle des élus et des notables locaux. Leurs syndicats

4 Karl Marx, *Critique de la philosophie politique de Hegel*, in *Œuvres*, t. 3, Paris, Gallimard (La Pléiade), p. 919.

5 Claude Lelièvre, « État éducateur et déconcentration administrative », *Carrefours de l'éducation*, n°26, 2008, p. 41-50 (citation p. 43).

6 Philippe Savoie, « Aux origines de la professionnalisation : la genèse du corps enseignant secondaire français », *Éducation et sociétés*, n°23, 2009, p. 17. Cela explique qu'encore aujourd'hui, le journal du principal syndicat de l'enseignement secondaire, le SNES FSU, s'appelle *L'Université syndicaliste*.

7 Discours à la Chambre des députés le 7 mars 1879, cité par Claude Lelièvre, « État éducateur et déconcentration administrative », art. cit., p. 42.

8 Dans les années 2000, un professeur des écoles fait environ quatre fois plus grève qu'un salarié du privé. Cf. Laurent Frajerman (dir.), *La grève enseignante en quête d'efficacité*, Paris, Syllepse, 2013.

se sont fait les hérauts du régime républicain et de la lutte laïque, et ont ainsi légitimé leur influence sur les milieux de gauche. L'histoire de la FEN est donc en partie celle d'un outil au service de la conquête progressive d'une place au sein de l'État, pour tenter de lui imposer la volonté du corps. De nombreux travaux considèrent la FEN, à l'instar du syndicalisme paysan, comme un exemple canonique de néo-corporatisme, à savoir « un mode d'élaboration de certaines politiques et de contrôle de leur mise en œuvre par une association institutionnalisée de dirigeants politiques et administratifs et de responsables de puissantes organisations syndicales »⁹. Toutefois, il ne suffit pas d'être écouté pour être entendu. Cette théorie est-elle valide ou extrapolée à partir d'un simple cas d'« administration consultative »¹⁰, la FEN restant dans une logique de contrepouvoir ?

Genèse d'une relation particulière

Les liens privilégiés entretenus par le syndicalisme enseignant avec son administration de tutelle proviennent aussi des traditions du syndicalisme de fonctionnaires¹¹ et du pouvoir accumulé par des générations de militants enseignants, qui ont investi les arènes associatives, syndicales et politiques. Sous la Troisième République, l'État donne à la mission des instituteurs un contenu politique (promotion de la laïcité et des valeurs républicaines), tout en prétendant contrôler cet engagement. Il tolère la création d'amicales chez tous les enseignants, des associations professionnelles¹², parce qu'elles reproduisent l'ordre de l'enseignement (réunions présidées par un supérieur hiérarchique, respect des prérogatives des catégories les plus titrées). Mais peu à peu, les enseignants s'émancipent en transformant leurs amicales en syndicats¹³.

L'importance sociale de la fonction de transmission confiée aux enseignants, explique que le pouvoir républicain ait réprimé leurs velléités d'indépendance,

9 Jacques Lagroye, Bastien François, Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 2006, p. 540.

10 Jean Meynaud, *Nouvelles études sur les groupes de pression en France*, Paris, Armand Colin, 1962, p. 238.

11 Jeanne Siwek-Pouydesseau, *Le syndicalisme des fonctionnaires jusqu'à la guerre froide, 1848-1948*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1989.

12 Bertrand Geay, *Le syndicalisme enseignant*, Paris, La Découverte, 1997.

13 Laurent Frajerman, « Syndicalisation et professionnalisation des associations professionnelles enseignantes entre 1918 et 1960 », in Danielle Tartakowsky, Françoise Tétard (dir.), *Syndicats et associations en France : concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p. 97-106.

bien plus que celles des autres fonctionnaires¹⁴. Le Front populaire et la Résistance constituent des étapes décisives pour la disparition des pressions politiques. Le statut de la fonction publique instauré à la Libération offre aux enseignants la légalisation de leur syndicalisme et l'officialisation de leur influence dans la gestion du système éducatif. Ils se politisent, dans une perspective citoyenne et revendicative, en raison du rôle de la puissance publique dans la satisfaction de leurs revendications. Le vote des enseignants français s'oriente principalement en faveur du parti radical, puis du parti socialiste, où ils exercent une influence déterminante¹⁵. *A contrario*, les instituteurs syndiqués anglais, non fonctionnaires, n'ayant pas à influencer leur propre État central, se démarquent nettement des partis politiques¹⁶.

Désormais, si le syndicalisme des ouvriers s'inscrit dans un face à face avec le patronat, celui des enseignants coopère avec l'État-employeur. Trois facteurs autorisent cette collaboration. D'abord, la modération de la FEN, qui renvoie à un positionnement majoritairement réformiste. Ensuite, sa capacité à encadrer l'écrasante majorité de la profession, séduite à la fois par son rôle de représentation des identités professionnelles et par son autonomie envers les confédérations ouvrières. Enfin, son aptitude à fournir des services à ses adhérents et son caractère non moins original de syndicalisme à bases multiples (mutualisme, associations diverses). S'identifiant à l'action du ministère de l'Éducation nationale, la FEN élabore un discours associant la volonté de démocratiser l'État, la défense du service public d'éducation et celle du statut nouvellement acquis¹⁷. Elle obtient ainsi que la gestion de la Sécurité sociale soit confiée pour les enseignants à la mutuelle qu'elle vient de créer (la Mutuelle générale de l'Éducation nationale) confortant leur particularisme vis-à-vis du reste de la société et leur capacité d'organisation autonome¹⁸. Elle cherche globalement à légitimer son action négociatrice tout en gardant sa nature syndicale.

14 Des dizaines d'enseignants syndicalistes-révolutionnaires et communistes sont révoqués. Cf. Paul Gerbod, *Les enseignants et la politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1976, p. 59-60.

15 Gilles Morin, «Les socialistes et la société française, réseaux et milieux, 1905-1981», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°96, octobre-décembre 2007, p. 47-62.

16 Laurent Frajerman *et al.*, «Les syndicalismes enseignants devant l'évolution des systèmes éducatifs européens», art. cit.

17 Danièle Lochak, «Les syndicats dans l'État, ou les ambiguïtés d'un combat», in Nicole Decoopman *et al.*, *L'actualité de la charte d'Amiens*, Paris, Presses universitaires de France, 1987, p. 121-149 (p. 124 et 131).

18 Michel Dreyfus, *Une histoire d'être ensemble. La MGEN, 1946-2006*, Paris, Odile Jacob Duvernet, 2006.

Des relations intimes

De nombreux éléments attestent la connivence existant entre la FEN et le ministère de l'Éducation nationale. La collaboration peut revêtir des formes très poussées, notamment dans l'atmosphère particulière de la Libération. La FEN dispose alors de représentants dans les cabinets ministériels¹⁹. Adrien Lavergne, son secrétaire général, n'hésite pas à rappeler au ministre « l'intérêt qu'il y a à maintenir à votre cabinet comme chefs adjoints nos deux camarades, MM. Cornu et Loubet qui représentent notre Fédération de l'enseignement ». Il conclut sa missive sur un ton sans appel : « Persuadé qu'il vous sera possible de les conserver parmi vos collaborateurs »²⁰. Le profil de ces militants montre que les équilibres internes à la FEN sont scrupuleusement respectés : Jean Loubet, en tant qu'instituteur socialiste (et franc-maçon), représente à la fois le SNI et sa majorité, Marcel Cornu est un professeur communiste, chargé du lien avec le SNES, second syndicat de la fédération, mais aussi avec le courant minoritaire de la FEN²¹. Cette configuration n'est pas spécifique au syndicalisme enseignant, puisque la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) compte alors des « représentants officieux » dans quatre cabinets ministériels²².

Cependant, la guerre froide et son corollaire, la scission entre la CGT (Confédération générale du travail) et Force ouvrière (FO), jettent le trouble. En 1947, lorsque le départ des communistes du gouvernement s'avère durable, Marcel Cornu démissionne du cabinet. Or, son successeur Pierre Giraud, représentant du SNES parmi les collaborateurs du ministre socialiste Marcel-Edmond Naegelen, joue un rôle non négligeable dans le départ du courant réformiste Force ouvrière de la CGT²³. Excédée, la principale minorité de la FEN, proche du Parti communiste français (PCF) et de la CGT, se lance dans une

19 Sur le rôle croissant des cabinets ministériels à partir de la Libération, et la politisation de l'administration que cela implique, voir Pierre Rosanvallon, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1993, p. 91.

20 Archives FEN, Archives nationales du monde du travail (désormais ANMT, Roubaix), 1 BB 21, lettre d'Adrien Lavergne à Marcel-Edmond Naegelen, ministre de l'Éducation nationale, 28 janvier 1945.

21 Biographies de Jacques Girault et Alain Dalançon, Frédérique Matonti, Philippe Olivera. *Maitron-en-ligne* : < <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/> >.

22 Jean-Pierre Oppenheim, « La question du cumul des mandats politiques et syndicaux à la CFDT », *Revue française de science politique*, n°2, 1975, p. 317-336 (citation p. 320).

23 Son collègue au cabinet Georges Petit est également partisan de FO. Biographies d'Alain Dalançon, *Maitron-en-ligne*.

campagne contre la présence syndicale au sommet du ministère. Alors qu'elle était vécue comme le moyen de faire remonter les préoccupations syndicales, elle est désormais suspectée de servir à faire redescendre les consignes politiques : « du cabinet du ministre, on lance des directives correspondant à la situation de chaque syndicat national »²⁴. La majorité se défend d'aller « chercher des ordres dans les cabinets ministériels »²⁵. Elle peut faire remarquer qu'elle a choisi l'autonomie plutôt que l'affiliation à FO, comme l'auraient souhaité le ministre socialiste et ses conseillers. La direction de la FEN en appelle au pragmatisme, car Pierre Giraud « rend des services » à son poste stratégique²⁶. Toutefois, elle éprouve quelques difficultés à concilier cette pratique avec ses proclamations d'indépendance syndicale, destinées à contrer les syndicalistes membres du PCF. De guerre lasse, la FEN renonce en 1950²⁷ à un système qui témoignait d'une envie d'intégration dans l'État, mais qui est resté exceptionnel, du fait de l'ambivalence de la position syndicale et du durcissement du contexte politique.

Certes, l'idée d'une reconnaissance officielle de la participation syndicale à l'élaboration de la politique de l'État convient à la FEN, comme une manière de préciser sa place et son rôle et de légitimer sa prétention à représenter, elle aussi, l'intérêt général. Cependant, le déséquilibre de la relation incite le syndicalisme enseignant à la prudence. Il garde en mémoire le précédent des amicales, soumises à l'administration et accusées de permettre à leurs dirigeants d'obtenir des gratifications matérielles (avancement) et symboliques (décorations).

Les dirigeants réformistes de la FEN maintiennent des relations avec les membres des cabinets avec lesquels ils travaillent (à l'Éducation nationale, mais aussi à la Fonction publique et à Matignon), même quand ces hauts fonctionnaires changent d'affectation²⁸. Les relations privilégiées nouées avec certains interlocuteurs officiels sont attestées par le ton chaleureux de leurs courriers²⁹. Elles restent généralement officieuses, même si des *satisfecit* sont

24 Paul Delanoue, ex-numéro deux de la FEN, *L'École libératrice*, n° 17, 5 février 1948.

25 Henri Aigueperse, secrétaire général du SNI, *L'École libératrice*, n° 15, 22 janvier 1948.

26 Albert-Claude Bay, secrétaire général du SNES, commission administrative du 2 mars 1950, *L'Université syndicaliste (US)*, n° 59, 15 mars 1950.

27 Commission administrative du SNES, le 4 mai 1950, *US*, n° 62, 15 juin 1950.

28 « Sans doute vos attributions officielles ont-elles changé depuis le temps où nous pouvions – très normalement – avoir recours à vous » : Archives FEN, ANMT, 2 BB 7, lettre de Georges Lauré, secrétaire général de la FEN, à Michel Poniatowski (directeur de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'État aux Finances), vers 1960.

29 Archives FEN, ANMT, 1 BB 2, lettre de Lavergne à Giraud, du cabinet du ministre, le 13 juillet 1948.

encore délivrés publiquement et nommément aux responsables administratifs, y compris par des militants communistes : « nous devons remercier publiquement, puisqu'aussi bien nous n'hésitons pas à signaler les imperfections, les administrateurs qui ont préparé le travail, après accord avec nous, et ont examiné les nombreux cas que nous leur avons soumis avec une grande bienveillance, en particulier M. Doria, sous-directeur, M. Lonjon, inspecteur général, M. Schless, chef du 3^e bureau, M^{me} Ferber et M^{lle} Raoult, chargées des professeurs adjoints et adjoints d'enseignement avec lesquels nous avons d'ailleurs l'occasion de travailler de façon permanente »³⁰. Cependant, cette déférence n'implique pas une soumission.

La FEN et ses syndicats conçoivent leurs revendications et actions en fonction du contexte politico-administratif. Les positions du pouvoir en matière revendicative sont connues et analysées avec précision. En 1954, le secrétaire général du SNES, Albert-Claude Bay, déclare que Pierre Mendès France, président du conseil, « ne tient pas à se heurter au corps enseignant », en s'appuyant sur des « renseignements confidentiels reçus » de son cabinet³¹. À l'inverse, lorsque le directeur de l'enseignement secondaire établit un argumentaire, dans son conflit avec le SNES sur la rémunération de la participation aux conseils de classe, il ne manque pas de commenter la vie interne de son partenaire : « Je suppose que le SNES qui paraît être le théâtre d'une crise intérieure et qui a des rapports difficiles avec la Fédération essaie de rassembler quelques-uns de ses éléments en créant sur n'importe quelle question un climat revendicatif »³².

L'information est précieuse. Pour l'obtenir, la FEN s'engage quelquefois à respecter le secret. Ainsi, son secrétaire général, Georges Lauré, explique aux membres du bureau qu'au sujet des écoles normales supérieures, il « a pu savoir confidentiellement que le ministre a rappelé le problème indiciaire à son collègue des Finances ». Toutefois, cette méthode fait la part belle à l'administration et reçoit les critiques du tout puissant secrétaire général du SNI Denis Forestier, qui estime qu'elle « tient les organisations syndicales à l'écart d'une collaboration. Des informations données à titre amical ne peuvent être prises en considération »³³.

30 Marie-Louise Darier et Marcel Bonin, élus paritaires SNES des adjoints d'enseignement et des professeurs adjoints, *US*, n°57, 22 janvier 1950.

31 Archives FEN, ANMT, 2 BB 3, compte rendu de la réunion du bureau fédéral du 15 septembre 1954.

32 Archives nationales (désormais AN), F/17/17503, note du 13 novembre 1952 du directeur général de l'enseignement secondaire « au sujet de l'éditorial du SNES ».

33 Archives FEN, ANMT, 2 BB 3, compte rendu de la réunion du BF bureau fédéral du 11 mai 1959.

La connaissance intime du parcours administratif des dossiers permet en tout cas au dirigeant syndical d'intervenir efficacement, et de disposer quelquefois d'informations avant les responsables de l'administration locale³⁴.

Une para-administration ?

La FEN est un partenaire de la gestion du monde enseignant, exigeant et loyal, qui partage les valeurs et les normes essentielles de l'administration, tout en défendant vigoureusement les intérêts des syndiqués. Les enseignants ne s'offusquent pas de ces bonnes relations, d'autant que l'activité syndicale quotidienne requiert une compétence d'expert du système administratif. Mais le syndicat se voit contraint de rappeler à ses membres que son rôle ne consiste pas à remplacer l'administration. Ainsi, le secrétaire de la section SNI de la Somme consacre un éditorial à préciser les fonctions : « Lorsque vous avez besoin de renseignements sur votre situation administrative [...]; lorsque vous désirez connaître les conditions d'application à votre cas de tel ou tel texte légal, adressez-vous directement à l'inspecteur académique dont les services ont le devoir de vous répondre avec précision. Passer par le canal syndical, c'est compliquer la tâche de vos militants, les obliger à des démarches inutiles, les détourner de leur véritable fonction. N'ayez recours à eux que si vos droits vous semblent méconnus »³⁵. Encore aujourd'hui, un des services rendus par le syndicalisme enseignant est l'information, l'explication des règles administratives.

Outre des revendications principielles guidant son action, le syndicalisme enseignant formule des revendications pragmatiques, ajustées en fonction des normes du système administratif. Il intègre pleinement la logique bureaucratique et méritocratique, en concordance avec le soutien à l'ordre scolaire : le diplôme fonde la place dans l'échelle des statuts. La FEN partage avec l'administration une « culture fonction publique »³⁶, caractérisée par le respect des principes du statut de la fonction publique. Loin de marquer une distance critique sur

34 Archives FEN, ANMT, 3 BB 115, lettre de Suau, secrétaire départemental de la FEN à Lauré, le 15 décembre 1962, pour s'inquiéter du règlement des bourses nationales en Lozère, et réponse de Lauré à Suau, le 18 décembre 1962 : « une délégation complémentaire de crédit vient d'être faite (184 000 NF); l'inspecteur d'académie de la Lozère aura la notification demain ou après-demain ».

35 Alfred Vander Guchten, SNI, *Bulletin de la section de la Somme*, n°26, janvier 1951.

36 Guy Putfin, « Le secteur "revendications" de la FEN. 1968-1994 », in Laurent Frajerman, Jean-François Chanet, Jacques Girault, Françoise Bosman (dir.), *La Fédération de l'Éducation nationale (1928-1992) : histoire et archives en débat*, Lille, Presses du Septentrion, 2010, p. 45-56.

l'existence et la pertinence même des règles administratives, l'action syndicale concourt au contraire à leur multiplication pour éviter tout arbitraire. Ceci contribue à rigidifier l'action publique. Conscients de cette difficulté, les syndicalistes obtiennent parfois des dérogations, mais ils fondent d'abord leur efficacité sur le rappel de ses propres règles à l'administration.

Ce fonctionnement explique l'homologie entre les structures administratives et syndicales. Pour que la relation soit optimale, chaque interlocuteur doit être bien identifié et de même niveau, ce qui engendre une hiérarchie parallèle de la FEN et de ses syndicats. Ce fonctionnement est expliqué par le responsable académique d'Aix-Marseille du syndicat des professeurs d'éducation physique et sportive : «les structures syndicales s'adaptent aux structures administratives et ce n'est pas à nous, mais aux départementaux, de s'adresser aux inspecteurs d'académie. Ensuite, les régionaux peuvent intervenir auprès du recteur et le bureau national auprès du ministre»³⁷. Le syndicalisme enseignant épouse les évolutions des structures administratives. Ainsi, le SNES et le Syndicat national de l'enseignement technique fusionnent en 1966, après la disparition des directions distinctes du ministère pour l'enseignement secondaire classique et technique. Toutefois, pour justifier cette évolution auprès des syndiqués, attachés à leurs anciennes organisations, les responsables syndicaux préfèrent monter en généralité, en utilisant la rhétorique du plan Langevin-Wallon et de l'unification du système éducatif³⁸.

Un fonctionnement en harmonie avec l'administration officielle

Les syndicats de la FEN disposent de référents informels parmi les personnels qui gèrent leur profession. Sous la Quatrième République, les directions du ministère correspondent aux ordres primaire et secondaire et s'adossent à leurs syndicats respectifs sur les sujets pédagogiques. On voit ainsi le directeur de l'enseignement secondaire contester une revendication du SNES parce qu'elle le générerait «dans le climat créé par la politique du syndicat des instituteurs»³⁹. Le ministre

37 Archives départementales des Bouches-du-Rhône (désormais AD 13), 42 J 175, lettre du secrétaire régional du SNEP au secrétaire régional du SNEEPS, le 18 juin 1966.

38 Intervention de Louis Astre, in Laurent Frajerman *et al.* (dir.), *La Fédération de l'Éducation nationale (1928-1992)*, *op. cit.*, p. 84.

39 Le SNI assure que seuls les instituteurs se préoccupent d'orientation dans l'école moyenne. Cf. AN, F/17/17503, note citée.

et son cabinet prennent les décisions les plus importantes et s'occupent des questions globales. Or, à ce niveau, la FEN est l'interlocuteur habituel. En outre, le ministère de la Fonction publique s'adresse exclusivement à la fédération, ce qui lui confère un rôle d'intercesseur vis à vis de ses syndicats. Conscientes de ce pouvoir, les grandes organisations surveillent ses rapports avec les ministères. Le SNI obtient même un privilège : la représentation fédérale est assurée à parité par des responsables de la FEN et du SNI, désignés par celui-ci ⁴⁰.

Dans les périodes de tension interne, le second syndicat, le SNES, manifeste méfiance et indépendance, comme en témoigne cet échange entre l'un de ses représentants et le secrétaire général de la FEN. Lors d'un bureau fédéral, Émile Hombourger demande au secrétaire général Adrien Lavergne s'il a « appuyé auprès du ministre les revendications du SNES et du SNET », et celui-ci rétorque que ces derniers ne le lui ont pas demandé⁴¹. En effet, le SNES établit ses propres contacts, en alliance avec d'autres syndicats de l'enseignement secondaire et des groupes d'intérêt influents : associations de spécialistes et surtout la Société des agrégés qui bénéficie du prestige de sa catégorie⁴². Or, malgré sa puissance, la FEN doit lutter pour maintenir sa place privilégiée dans l'Éducation nationale, y compris vis-à-vis du très minoritaire Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN)-CFTC. Cette concurrence, qui obtient quelquefois une oreille attentive des pouvoirs publics, est d'autant moins tolérable quand elle trouve des relais internes. Le secrétaire général du SNI, Denis Forestier clame qu'il « est inadmissible que le ministre soit saisi [d'une] demande, sans que la FEN en soit avisée ». Son homologue du SNES, cible de cette critique, l'assure pourtant que cela s'est produit à son « insu »⁴³.

La FEN se bat pour faire respecter sa place protocolaire. Le ministère lui accorde cinq audiences par mois en 1945⁴⁴, rythme amené à diminuer. Le rituel est bien établi. Les audiences accordées par le ministre en personne constituent des moments exceptionnels, dans lesquels les questions essentielles sont abordées, et qui préparent le terrain à des négociations ultérieures, plus tech-

40 Henry Aigueperse, Robert Chéramy, *Un syndicat pas comme les autres : le SNI*, Paris, Martinsart, SUDEL, 1990, p. 234.

41 Archives FEN, ANMT, 2 BB 3, compte rendu de la réunion du bureau fédéral du 19 octobre 1954. Émile Hombourger, agrégé de physique, s'occupe des questions internationales à la FEN et au SNES.

42 Yves Verneuil, *Les agrégés. Histoire d'une exception française*, Paris, Belin, 2005.

43 Archives FEN, ANMT, 2 BB 3, compte rendu de la réunion du bureau fédéral du 9 mai 1955.

44 Archives FEN, ANMT, 1 BB 21, liste des démarches effectuées début 1945 par la FEN.

niques, avec des membres du cabinet. Les contacts établis permettent d'ajuster les positions. Les syndicalistes démontrent leur pouvoir effectif et obtiennent assurément certaines des mesures exigées. Ils mettent en scène cette influence dans leurs journaux. Ainsi, la responsable corporative du SNES explique dans *L'Université syndicaliste* : « Quelques erreurs très regrettables dans l'attribution des chaires ont été signalées depuis la rentrée d'octobre. Nos délégués de la section permanente auprès du ministère ont pu les faire réparer, grâce à de minutieuses enquêtes auprès des bureaux de l'EN. Il faut parfois beaucoup de diplomatie et de fermeté pour contraindre l'administration à reconnaître ses fautes et à les réparer »⁴⁵. Lavergne écrit dans *L'Enseignement public* qu'il téléphone à plusieurs ministres pour appuyer des revendications⁴⁶.

La FEN reste dans son rôle de syndicat, sans confusion des genres. Denis Forestier affirme que ce n'est pas à elle « de proposer des solutions transactionnelles » avec le ministère⁴⁷. Elle doit donc formuler des revendications élevées, même si elle est ouverte à la discussion. Une fois satisfaite par un compromis, la direction fédérale le défend devant les syndiqués et ne change pas d'avis. La confiance de l'administration est acquise, et la négociation permanente. Par exemple, la direction de l'enseignement secondaire prévoit de sonder le SNES : « Le désir que vous avez de convertir au maximum [les heures supplémentaires] en postes vous permet-il de donner un avis favorable à la création de postes à cheval » sur plusieurs établissements ? Le SNES n'est pas seulement consulté, puisque l'administration prévoit que sa réponse « déterminera avec précision » le nombre de postes créés⁴⁸.

La symbiose entre la FEN et le ministère de l'Éducation nationale s'explique par leurs intérêts communs. En effet, les deux partenaires tirent avantage de leur collaboration : l'administration s'assure d'une pacification des relations sociales et d'une humanisation de son système bureaucratique, les syndicats enseignants se légitiment en obtenant des résultats concrets et en exerçant un pouvoir sur les carrières. Ils exercent une fonction réparatrice, en intervenant pour corriger les erreurs et abus de pouvoir de l'administration. Celle-ci tolère leur intervention, car elle facilite son travail.

45 Antonia Potier, *US*, n°56, 20 décembre 1949.

46 *L'Enseignement public*, n°2, novembre 1952.

47 Archives FEN, ANMT, 2 BB 3, compte rendu de la réunion du bureau fédéral du 29 novembre 1954.

48 AN, F/17/17503, note de préparation d'une audience, 18 mars 1952, « Questions à poser au SNES ». Le syndicat est aussi interrogé sur les postes aux concours, en fonction des prévisions démographiques.

Le partage d'objectifs communs

Le syndicalisme enseignant a toujours affirmé son ambition civique, son refus de se cantonner aux aspects purement corporatifs. Ses revendications sont élaborées en cohérence avec ses conceptions éducatives et témoignent d'une connivence avec le ministère de l'Éducation nationale. Il existe une « symbiose entre l'esprit de corps des instituteurs et la volonté de puissance portée par l'administration. La rencontre entre deux prétentions à l'hégémonie a donné naissance à une sorte de république des professeurs »⁴⁹. Face aux autres structures étatiques, le ministère et la FEN font preuve de complicité. Dans les commissions interministérielles, les représentants du ministère de l'Éducation nationale présentent les revendications élaborées par la FEN en concertation avec eux⁵⁰. Dans les conseils départementaux de l'enseignement primaire, l'inspecteur d'académie est soutenu par les élus des instituteurs contre le préfet, au nom de ce que le syndicaliste André Henry qualifie de « vieille règle : celle de l'indépendance de l'Éducation nationale à l'égard du représentant "du gouvernement" »⁵¹.

La FEN endosse le rôle de promotrice du ministère de l'Éducation nationale. Pour elle, toutes les questions éducatives au sens large devraient relever de ce ministère, ce qui suppose la disparition des services enseignants du ministère de l'Agriculture, et le combat contre la création d'un ministère de la Culture, de la Jeunesse ou encore de l'Éducation populaire, tous obtenus par le départ d'administrations qui relevaient auparavant du ministère de l'Éducation nationale⁵². Cette ambition commune est légitimée par la défense de l'enseignement public. Les activités laïques sont d'ailleurs considérées comme des critères d'appréciation du travail des enseignants, valables pour accélérer leur carrière. La rupture de cette règle provoque l'indignation d'un dirigeant important de la

49 Véronique Aubert, Alain Bergounioux, Jean-Paul Martin, René Mouriaux, *La forteresse enseignante, la Fédération de l'Éducation nationale*, Paris, Fayard, 1985, p. 59.

50 Commission réunissant le Budget, la Fonction publique et l'Éducation nationale : « Les représentants de l'Éducation nationale ont présenté notre revendication. [...] La fonction publique conseille la discrétion. Grandbois est optimiste » : Archives FEN, ANMT, 2 BB 3, compte rendu de la réunion du bureau fédéral du 3 mars 1958.

51 Il fut secrétaire général de la FEN et ministre en 1981. Voir André Henry, *Dame l'école*, Paris, Ramsay, 1977, 221 p., p. 140.

52 Archives FEN, ANMT, 2 BB 3, compte rendu de la réunion du bureau fédéral du 19 juin 1954.

Fédération des œuvres laïques des Bouches-du-Rhône. Un poste de directeur d'école est alloué à un collègue moins bien noté : « Si au moment de l'attribution d'un poste important, l'administration ne tient aucun compte de ces activités, c'est qu'elle considère l'intéressé comme le "Jacques de l'enseignement" »⁵³.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), créée en 1947 par le SNI et la Ligue de l'enseignement, est soutenue par l'administration centrale qui envoie des circulaires en sa faveur aux inspecteurs d'académie et aux inspecteurs primaires⁵⁴. Pourtant, elle est l'un des piliers du Comité national d'action laïque (avec le SNI, la FEN, la Ligue de l'enseignement et la Fédération des délégués cantonaux) et, à ce titre, intervient dans le débat politique contre des partis au pouvoir, comme le MRP (Mouvement républicain populaire), démocrate-chrétien. En effet, la guerre froide pousse au rapprochement entre socialistes et démocrates-chrétiens au détriment de la laïcité. Le Comité national d'action laïque (CNAL) mène des campagnes efficaces à l'occasion des élections, notamment en 1956⁵⁵. La laïcité provoque donc un conflit à l'intérieur de l'État : elle sert même de clé de répartition des associations de théâtre amateur entre le ministère de la Culture nouvellement créé et celui de l'Éducation nationale⁵⁶.

Une conflictualité persistante

Il n'est pas toujours simple de définir les limites de la coopération des syndicalistes et de leur hiérarchie. Un incident témoigne de la difficulté à préciser les places : le directeur général de l'enseignement du second degré s'étonne auprès du secrétaire général de la FEN, Lavergne, de l'attitude de Louis Astre, jeune dirigeant du SNES, qui « s'est promu inspecteur général et est allé visiter un certain nombre d'établissements de la province pour enquêter sur les conditions diverses des maîtres d'internat. J'ai prévenu M. Astre que je ne pouvais pas accepter des initiatives de ce genre et que je les lui interdisais, de la manière la

53 AD 13, 42 J 52/53, lettre de réclamation d'Alexis Vaudano à l'inspecteur d'académie, le 26 juin 1954.

54 Michel Vernus, *« Parents d'élèves en marche » : quarante années d'histoire de la FCPE, 1947-1987*, préface d'Antoine Prost, Romorantin-Lanthenay, Martinsart, 1987, p. 42 et 45.

55 Dans chaque département, le CNAL mène une campagne publique contre les candidats non laïques et leurs alliés (affiches, tracts, meetings, conférences de presse, etc.). Il contribue à la victoire du Front républicain. Cf. Archives FEN, ANMT, 1 BB 91.

56 Françoise Tétard, « L'Éducation Populaire et le ministère des Affaires culturelles : l'histoire d'un rattachement manqué », in *L'Éducation populaire au tournant des années 1960, Documents de l'INJEP*, n° 10, mai 1993, p. 35-54 et 38-39.

plus formelle, pour l'avenir»⁵⁷. Dans l'ensemble, les militants syndicaux bénéficient d'un préjugé favorable. Cette activité constitue «une manière de se signaler à l'attention des chefs qui [sont] souvent eux-mêmes d'anciens syndicalistes. Le responsable syndical [est] un animateur qui, par sa personnalité, [mérite] souvent une situation supérieure»⁵⁸. Il arrive pourtant que les syndicalistes exerçant des responsabilités administratives se trouvent en porte-à-faux et soient victimes de répression. Ainsi, la jurisprudence a maintenu des réserves sur l'application du droit syndical aux personnels d'autorité.

En effet, il ne faut pas tomber dans le piège d'une vision consensuelle de l'univers scolaire. Le partenariat n'est pas un acquis, mais une construction permanente, l'accord général sur quelques grands principes n'excluant pas les conflits. D'autant que les syndicalistes ne cessent de mettre leur hiérarchie en défaut, de souligner ses erreurs. En témoigne la défiance révélée par une «coutume» des sections du SNI : leurs dirigeants s'écrivent à l'occasion de la venue d'un nouvel inspecteur primaire, pour obtenir des renseignements sur sa «valeur du point de vue laïque»⁵⁹. Un épisode de 1946 démontre que le SNI est capable d'utiliser sa puissance contre l'administration. Son congrès adopte une motion qui fait état «de faits caractérisés et constamment renouvelés de négligences et d'obstructions larvées pratiqués par le directeur» du premier degré du ministère. Le congrès décide donc de suspendre la collaboration avec ce haut fonctionnaire jusqu'à son remplacement par «un directeur plus compréhensif et animé d'un esprit de loyale collaboration»⁶⁰. Il est remplacé l'année suivante.

Cependant, les victoires syndicales ne doivent pas nous induire en erreur : dans ce duo, l'administration domine nettement le syndicat. Elle fixe pour l'essentiel la règle du jeu, les syndicalistes devant trouver les moyens de se faire entendre. Or, après une phase d'acculturation à la grève, lors de laquelle les syndicalistes durent se faire violence pour adopter ce moyen d'action, la conflictualité enseignante se développe tout en s'institutionnalisant. L'échec en 1945 de la grève illimitée des instituteurs de la Seine et l'instauration d'un État recherchant le compromis entre les forces sociales n'aboutit pas à l'ato-

57 Archives FEN, ANMT, 1 BB 82, lettre de Monod à Lavergne, 12 décembre 1950.

58 Jeanne Siwek-Pouydesseau, *Les syndicats de fonctionnaires depuis 1948*, Paris, Presses universitaires de France, 1989, p. 23.

59 AD 13, 42 J 133/136, lettre de Battini, secrétaire des Bouches-du-Rhône à Coulomb, secrétaire de l'Ardèche, le 26 janvier 1966 et lettre de Calvet, secrétaire de l'Aveyron, le 24 septembre 1965.

60 *L'École libératrice*, n°21, 15 septembre 1946.

nie. Les années cinquante et soixante constituent au contraire une période d'innovation militante avec l'instauration progressive de journées de grève massivement suivies, préparées à froid pendant des mois, mais aussi plusieurs tentatives de grèves des examens.

Au sein de la FEN existe d'ailleurs une seconde tendance minoritaire – l'École émancipée, héritière du syndicalisme révolutionnaire⁶¹ – dont l'apport se situe dans la volonté d'indépendance par rapport à l'administration. Mais elle ne réussit pas à gérer le renversement de perspective de la Libération. Obsédée par la place prise par le PCF dans les champs politique et syndical, elle se persuade que le statut de la fonction publique instauré par Maurice Thorez (secrétaire général du PCF et ministre d'État chargé de la Fonction publique) « a pour but inavoué mais manifeste de placer les serviteurs de l'État sous la coupe totale de l'exécutif, tant au point de vue professionnel que politique »⁶². Ce contresens ne pouvait que créer une distance avec les syndiqués, sensibles aux garanties nouvelles incluses dans le statut. Désormais, cette tendance rappelle rituellement son refus de toute collaboration avec l'État. Les critiques minoritaires jouent le rôle de garde-fou, empêchant la majorité d'aller trop loin dans l'intégration à l'État.

Le choc de la Cinquième République

Le partenariat entre la FEN et l'État fluctue en fonction de l'influence de l'environnement politique. Ainsi, lors de la Quatrième République – dotée d'un régime parlementaire –, le bureau de la FEN planifie ses délégations simultanément auprès du gouvernement et du parlement, dont il connaît parfaitement les arcanes⁶³. Le syndicalisme profite pleinement de l'influence globale des enseignants, qui se trouve à son apogée, le pouvoir politique légitimant alors leur intervention⁶⁴. La haute administration collabore avec lui afin de profiter du vide laissé par l'instabilité ministérielle pour incarner l'État.

Cependant, alors que la perspective de l'unification du système éducatif engendre des débats difficiles, une autre mutation, plus silencieuse, prépare

61 René Mouriaux, *Le syndicalisme enseignant en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.

62 Henri Legrand, *L'École émancipée*, n°9, 26 janvier 1947.

63 Archives FEN, ANMT, 2 BB 3, compte-rendu de la réunion du bureau fédéral du 16 novembre 1954.

64 Laurent Frajerman, « L'engagement des enseignants. Figures et modalités, 1918-1968 », *Histoire de l'éducation*, n°117, janvier 2008, p. 57-95.

le terrain des réalisations de l'ère gaulliste. La création du Commissariat au Plan fait apparaître un nouvel espace institutionnel d'élaboration des politiques éducatives. Ce cénacle composé de hauts fonctionnaires, d'experts des sciences sociales et de patrons modernistes impose de nouveaux thèmes, tels que l'adéquation de la formation avec les besoins de main-d'œuvre ou la gestion prévisionnelle du système éducatif⁶⁵. L'idéologie de la FEN se trouve en décalage, ce qui affaiblit à terme son influence par rapport à celle du SGEN-CFTC, qui s'y investit.

L'avènement de la Cinquième République constitue un choc pour la FEN, gardienne des valeurs républicaines-laïques. Comme la culture républicaine «suspecte toute tentative de renforcer le pouvoir exécutif»⁶⁶, la FEN combat vigoureusement la prise du pouvoir par le général de Gaulle, organisant une grève massivement suivie le 30 mai 1958 et appelant à voter non au referendum. L'échec de la CGT à mobiliser les ouvriers confère à la FEN un rôle déterminant dans l'opposition au nouveau régime. En retour, celui-ci ne ménage pas ses efforts pour briser le pouvoir enseignant. Le général de Gaulle respecte toutefois un équilibre subtil sur les plans étatiques et politiques. D'un côté, il affaiblit le ministère de l'Éducation nationale en en détachant le ministère de la Culture et le haut-commissariat à la Jeunesse et aux Sports. Mais de l'autre, de Gaulle respecte le singularisme dudit ministère et continue de le confier à des socialistes ou des personnalités de centre-gauche. Comme les enseignants jouent un rôle pivot dans la constellation républicaine-laïque, soubassement de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), celle-ci paiera son soutien à de Gaulle par l'appui actif de la FEN à la scission du Parti socialiste autonome⁶⁷.

L'affrontement programmé avec le régime gaulliste a lieu sur le terrain de prédilection de la FEN, la laïcité scolaire. Malgré la puissante campagne orchestrée par le CNAL, le gouvernement prépare une loi qui permet le financement public des écoles privées. Symbole de sa détermination, la commission *ad hoc*, présidée par le socialiste Pierre-Olivier Lapie, ne reçoit qu'une seule

65 Jean-Michel Chapoulie, «Les nouveaux spécialistes des sciences sociales comme "experts" de la politique scolaire en France 1945-1962», *Genèses*, n°64, 2006, p. 122-143.

66 Serge Bernstein, «L'historien et la culture politique», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°35, mars-juin 1992, p. 69-70.

67 Gilles Morin, «Pourquoi le PSA s'est-il évaporé dans le PSU?», in Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin, Jean-François Sirinelli, *Le Parti socialiste unifié, histoire et postérité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 17-30.

fois la FEN⁶⁸. Les laïques font signer une pétition à 11 millions de personnes, en vérifiant leur identité, grâce à un gigantesque porte-à-porte. Selon leur conception de la légitimité politique, le gouvernement n'a d'autre choix que de reculer, puisque les syndicalistes enseignants pensent avoir prouvé que la majorité des électeurs inscrits s'oppose à sa politique. Ils n'ont pas pris la mesure du bouleversement du système politique : le sommet de l'État a renforcé sa capacité de s'imposer aux corps intermédiaires. Nonobstant la démission du ministre André Boulloche, de Gaulle maintient sa position et la loi Debré est votée en décembre 1959. La face autoritaire de l'État, que les enseignants ont combattue sous la Troisième République, resurgit avec cette grave défaite, mais leurs syndicats sont suffisamment forts pour bloquer toute velléité répressive.

Le nouvel équilibre politique affecte les rapports de force internes à la FEN. Le SNI songe officiellement à la rupture avec le ministre de l'Éducation nationale⁶⁹, mais les autres syndicats de la Fédération ne sont pas prêts à le suivre. Les ministres disposent désormais du temps nécessaire et du rapport de force pour imposer des réformes fondamentales du système éducatif⁷⁰. Toutefois, les deux partenaires gardent intérêt à travailler ensemble. Pensons notamment à l'empire FEN qui dispose d'un poids économique, social et politique dissuasif, mais dont la préservation requiert des militants la recherche prioritaire du consensus. Le maintien de relations étroites suscite d'ailleurs les critiques virulentes d'une partie de la droite. L'ancien conseiller à l'éducation du Général, Jacques Narbonne, a beaucoup glosé sur la « colonisation » de la rue de Grenelle par les syndicats, regrettant qu'ils aient pu jouer un rôle aussi essentiel⁷¹.

Une fois la situation stabilisée et sa légitimité entérinée par la FEN, le pouvoir gaulliste cherche un accommodement, qui sera trouvé sur un autre terrain. En effet, la FEN proclame son attachement à l'unité syndicale, et ne souhaite donc pas concurrencer les confédérations, tout en cherchant à se hisser quasiment à leur niveau. Ancienne fédération de la CGT, elle joue un rôle de médiatrice

68 André Robert, « Les forces syndicales et la loi Debré », in Bruno Poucet (dir.), *La loi Debré : paradoxes de l'État éducateur ?*, Amiens, CRDP de Picardie, 2001.

69 Archives FEN, ANMT, 2 BB 3, compte rendu de la réunion du bureau fédéral du 18 janvier 1960.

70 Jean-Michel Chapoulie nuance cette thèse classique en relevant les éléments de continuité avec les politiques suivies sous le régime précédent. Il souligne aussi l'effroi des décideurs gaullistes devant l'afflux d'élèves induit par leurs réformes et leur tentative d'« élever des digues » pour préserver la filière d'élite secondaire. Cf. *L'École d'État conquiert la France. Deux siècles de politique scolaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p.423-424.

71 Jacques Narbonne, *De Gaulle et l'éducation : une rencontre manquée*, Denoël, 1994.

entre les deux confédérations issues de la scission de 1947, la CGT et Force ouvrière. En outre, ses effectifs se rapprochent de ceux de FO, ce qui explique sa place centrale dans le jeu intersyndical malgré son autolimitation au champ éducatif. La FEN entreprend donc des démarches auprès du Premier ministre. L'obtention d'une audience en 1962⁷² constitue une étape dans le long processus de reconnaissance comme l'un des syndicats les plus représentatifs en France. Le Premier ministre compense ainsi l'humiliation subie par le syndicalisme enseignant deux ans plus tôt, tout en l'utilisant pour faire contrepoids à la CGT. En mai 1968, la FEN est même invitée à la table des négociations de Grenelle, en considération de sa capacité de mobilisation du milieu qu'elle syndique et « du rôle qu'elle jouait dans la coalition syndicale »⁷³. Ce processus aboutit en 1976, donnant à la FEN accès à des subventions importantes. En vingt ans, les gouvernements de la Cinquième République ont donc cherché à rogner le pouvoir de la FEN sur le monde enseignant tout en l'incitant à étendre son influence dans la société globale.

Conclusion

Le corporatisme tant dénoncé des enseignants trouve ses racines profondes dans les politiques éducatives du XIX^e siècle, héritage encomrant pour les successeurs de Napoléon et de Jules Ferry. Les syndicats enseignants et l'État entretiennent lors de la seconde moitié du XX^e siècle un partenariat qui évolue en fonction de l'environnement politique (par exemple, lorsque le gouvernement remet en cause la laïcité scolaire) et de problématiques internes à la FEN (comme l'affrontement entre le SNES et le SNI, les conflits entre courants syndicaux). Trois moments forts scandent cette relation : la Libération, la prise du pouvoir par de Gaulle en 1958, et enfin mai 68. Sous la Quatrième république, la complicité prédomine. L'homologie des structures administratives et syndicales conforte une connivence idéologique sur les principes fondamentaux de l'action de l'État. Karl Marx écrivait que la « bureaucratie se prend elle-même pour la

72 Archives FEN, ANMT, 2 BB 7, note de la FEN à l'intention de M. Henri Domerg, inspecteur général de l'éducation nationale et chargé de mission auprès de Georges Pompidou, Premier ministre, 22 mai 1962.

73 Antoine Prost, *Autour du Front populaire. Aspects du mouvement social au XX^e siècle*, Le Seuil, 2006, p. 262.

fin suprême de l'État», étant «l'État imaginaire à côté de l'État réel»⁷⁴. La FEN se considère comme la garante de la mission laïque et éducative de l'État et défend en son sein l'État enseignant contre ses concurrents.

L'avènement de la Cinquième République, s'il suscite l'opposition durable de la FEN, ne met pas fin à cette situation. La puissance de la FEN est certes ébranlée par ses difficultés à s'adapter à la nouvelle donne (importance nouvelle des thématiques économiques dans les politiques éducatives, déconcentration de l'administration, pouvoir politique durablement éloigné de ses valeurs, notamment en matière de laïcité)⁷⁵. Le retour en force du pouvoir politique offre aussi aux hauts fonctionnaires l'opportunité d'alléger la tutelle syndicale. Mais le ministère de l'Éducation nationale préserve son originalité dans l'appareil d'État, recrutant la plupart de ses hauts fonctionnaires parmi les universitaires et non parmi les énarques. L'État enseignant a toujours besoin des troupes syndicales pour s'affirmer, notamment face à l'Élysée et au ministère des Finances.

Quelle que soit la période, si la direction de la FEN se veut loyale, elle ne franchit pas pour autant la limite qu'elle s'est fixée, celle de l'intégration à l'État. Elle refuse en conséquence d'aller trop loin dans une négociation contractuelle formalisée. Le ministère exerce une position dominante, mais la FEN, consciente de sa force, sait se faire respecter. Loin de constituer une simple «façade»⁷⁶, le concept de néo-corporatisme garde donc sa pertinence, parce qu'il insiste sur l'institutionnalisation des relations entre l'État et la FEN, repérable jusque dans la ritualisation des grèves enseignantes. En forçant le trait, on pourrait qualifier la FEN de service parapublic.

74 Karl Marx, *Critique de la philosophie politique de Hegel*, in *Œuvres*, t. 3, Paris, Gallimard (La Pléiade), 1843, p. 921.

75 Antoine Prost, *Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2013. 400 p.

76 Jacques Lagroye, Bastien François, Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, op. cit., p. 540. Les auteurs font cette analyse à propos de la situation actuelle, dans laquelle le pouvoir syndical est affaibli.